



Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement Occitanie (DREAL)  
Monsieur le Directeur  
520 allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
34064 Montpellier – Cedex 02

Nos ref. : 146

Perpignan, le 16 NOV. 2022

**Objet** : avis sur le projet de « Schéma Régional des Carrières » Occitanie

Monsieur le Directeur,

Par courrier du 8 août 2022, vous sollicitez l'avis de la CLE sur le Schéma Régional des Carrières d'Occitanie. Le Schéma Régional des Carrières (SRC) est élaboré et approuvé par le préfet de région ; il se substituera aux schémas départementaux des carrières à compter de son adoption (article R. 515-8-7 du code de l'environnement).

Le SRC doit être compatible avec le SDAGE et avec le SAGE (articles L.515-3 et R331-14 du Code de l'environnement), et donc avec le SAGE des nappes du Roussillon, approuvé le 3 avril 2020. L'instruction du gouvernement du 4 août 2017 relative à la mise en œuvre des schémas régionaux des carrières prévoit que : « Les dispositions et protections de ces documents de planification s'imposent en effet directement aux schémas des carrières selon le degré d'opposabilité des schémas thématiques dont ils relèvent. ». Les SRC doivent notamment prévoir « les mesures permettant d'éviter, réduire ou compenser les impacts de l'activité » (article L.515-3 du Code de l'Environnement).

Pour rappel, le SDAGE Rhône Méditerranée prévoit dans la disposition 5E-01 que les CLE des SAGE mènent une concertation aboutissant à la définition de « zones de sauvegarde » (ZS) au sein des ressources dites stratégiques, dont les nappes du Roussillon font partie. Le SAGE prévoit ensuite des dispositions et règles pour préserver les zones de sauvegarde pour l'alimentation en eau potable. Le Syndicat des nappes du Roussillon a mené une étude de délimitation des zones de sauvegarde en 2017 ; les zones de sauvegarde ont ensuite fait l'objet de prescriptions particulières dans le SAGE. Concernant les carrières, les dispositions et règles concernées sont les suivantes : disposition E.2.3 et règle R3.

**La disposition E.2.3** indique : « Dans un délai maximal de trois ans suivant l'arrêté d'approbation du SAGE, le Schéma Régional des Carrières doit être compatible ou si nécessaire est rendu compatible avec :

- la cartographie des « Zones de Sauvegarde » pour l'Alimentation en Eau Potable actuelle et future (carte 18 et cartes détaillées de l'atlas cartographique, 18-a à 18-r),
- les mesures de préservation associées [voir règle R3 ci-dessous]. »

**La règle R3** indique que la création de nouvelles carrières est interdite sur l'ensemble des zones de sauvegarde (ZS de catégorie 1 et 2). L'extension des carrières est interdite sur les ZS de catégorie 1, mais reste possible sur les ZS de catégorie 2. La règle précise que tout nouveau projet ou renouvellement d'autorisation ICPE doit :



- Détailler les mesures permettant de garantir la non-dégradation des nappes ;
- Démontrer que le projet ne perturbe pas le fonctionnement hydrodynamique des nappes et ne met pas en péril les autres usages de la nappe (AEP notamment) ;
- Proposer la mise en place d'un suivi de qualité des eaux souterraines ;
- Fournir une justification du site retenu ;
- Prévoir un dispositif de collecte et traitement des eaux ruisselées et pluviales avant infiltration dans les nappes.

Le présent avis de CLE se fonde sur la compatibilité entre les orientations du SRC (cartographie des enjeux, niveaux de sensibilité, et mesures proposées) et les mesures du SAGE ci-dessus.

### **Cartographie et classement des zones à enjeux**

Concernant les enjeux environnementaux, le SRC identifie bien l'importance du patrimoine environnemental à préserver. Pour l'enjeu « eau », l'état des lieux définit des classes de sensibilité et une cartographie associée, à l'échelle de la Région Occitanie. L'échelle de la carte ne permet pas de déterminer si les Zones de Sauvegarde du SAGE des nappes du Roussillon ont bien été intégrées.

➔ *La CLE demande que les zones de sauvegarde telles que définies dans le SAGE soient intégrées à la cartographie de manière lisible, soit au moyen de cartes plus détaillées (1/100 000<sup>e</sup> par exemple), soit par la mise à disposition des couches géographiques incluant une délimitation parcellaire.*

Dans le document « Etat des lieux », les zones de sauvegarde sont classées en niveau de sensibilité très forte, de niveau 2, l'activité d'extraction étant « *en principe incompatible avec les objectifs de protection* ». Dans le document « Orientations, objectifs et mesures », les zones de sauvegarde sont classées en « zones à enjeux de niveau 3 », entraînant un degré de protection moins fort. Le rapport du SRC ne permet pas de comprendre comment ni pour quelle raison un tel changement a été opéré.

➔ *La CLE demande un classement des zones de sauvegarde de catégorie 1 du SAGE en « enjeu de niveau 1 », et des zones de sauvegarde de catégorie 2 du SAGE en « enjeu de niveau 2 » dans tous les documents SRC, et notamment dans l'orientation 3 du document « Orientations, objectifs et mesures ».*

### **Mesure 3.2.1 : Alternatives à l'extraction de granulats alluvionnaires**

« Cette mesure est prise selon les dispositions des SDAGE, mais également selon l'instruction du Gouvernement du 4 août 2017 relative à la mise en œuvre des schémas régionaux des carrières, qui recommande que « dans les territoires où l'accès à la ressource en matériaux alluvionnaires est fortement contrainte par la protection des milieux, privilégier en premier lieu les solutions alternatives locales comme les matériaux de haute et moyenne terrasse, les roches massives, ou les granulats recyclés. En l'absence de solutions alternatives locales, privilégier les solutions extra locales présentant les plus faibles impacts environnementaux de toute la chaîne de production et de transport ».

➔ *La CLE est en accord avec cette mesure et précise que les nappes du Roussillon, et en particulier leurs zones de sauvegarde font partie de ces territoires « où l'accès à la ressource en matériaux alluvionnaires est fortement contrainte par la protection des milieux ».*



### Mesure 3.2.2. Réalisation d'une étude hydrogéologique

La mesure prévoit de « protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable par la réalisation d'une étude hydrogéologique pour toute nouvelle carrière, ou pour l'extension d'une carrière existante dans les zones de sauvegarde, et mettre en place les mesures adaptées ». Elle invite les exploitants des carrières et les fédérations de professionnels à réaliser une étude hydrogéologique afin de « vérifier que l'exploitation de la carrière n'engendrera pas de risque de pollution de la ressource ni n'impactera significativement son état quantitatif ». La mesure cible également les zones de sauvegarde : « Les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable et les zones de sauvegarde sont identifiées et cartographiées à travers les SAGE de la région. La plupart des SAGE concernés préconisent dans leurs dispositions et leurs règlements un certain nombre de mesures qui devront être respectées par les exploitants de carrières au regard des enjeux de ces secteurs. Au-delà des préconisations et mesures adaptées à certains SAGE, toutes les mesures devront être prises par les exploitants de carrières pour limiter les impacts de leurs activités sur la ressource en eau. »

Concernant la réalisation d'une étude hydrogéologique, en zone de sauvegarde des nappes du Roussillon elle n'est pertinente que pour les extensions de carrières qui sont possibles en ZS de catégorie 2, dans la mesure où toute autre configuration est interdite par le règlement (nouvelle carrière pour toutes les ZS ou extension de carrière en ZS de catégorie 1). La réalisation de cette étude est recommandée pour tout projet de carrière sur l'ensemble du Roussillon, même hors ZS.

L'intitulé de la mesure laisse penser qu'elle est centrée sur la réalisation d'une étude hydrogéologique, alors que son contenu précise que les dispositions et règles du SAGE devront être respectées. Cette présentation manque de clarté et de force concernant la nécessité impérieuse de respecter les règles et dispositions des SAGE pour tout projet d'extraction, mesures qui peuvent aller au-delà ou être différentes de la réalisation d'une étude hydrogéologique.

➔ La CLE est en accord avec cette mesure, mais propose de la clarifier en scindant les deux idées présentes en deux mesures distinctes : conserver la mesure sur l'étude hydrogéologique, et ajouter une mesure ciblant spécifiquement le respect des règles et dispositions des SAGE.

### Rapport d'évaluation environnementale

Le rapport d'évaluation environnementale analyse l'articulation du SRC avec les politiques en vigueur. Il conclut : « Compte tenu du nombre important de SAGE mis en œuvre sur le territoire et de la multiplicité des dispositions qu'ils contiennent, le SRC d'Occitanie n'intègre pas la totalité des recommandations sur la ressource en eau. Est notamment à évoquer l'absence de retranscription explicite des zonages à enjeux des SAGE, qui pour certains, s'accompagnent d'une exigence d'intégration dans les schémas régionaux des carrières. Néanmoins, les zonages à enjeu des SAGE sont cartographiés et inclus dans les zones à enjeu « eau » de niveau 3 ». Le rapport précise que les mesures définies dans le cadre de l'objectif 3.2 « Préserver la ressource en eau » « contribuent directement à l'atteinte des objectifs des SAGE vis-à-vis de la préservation des milieux alluviaux, des zones de sauvegarde pour l'alimentation en eau potable et des zones d'expansion de crue prioritaire. En outre, la mesure 3.1.1 précise bien que « les règlements des SAGE devront être pris en compte dans l'élaboration des projets de carrières ».

➔ La CLE estime que le nombre de SAGE concernés en Occitanie (26) ne fait obstacle à la présence dans le SRC d'une mention synthétique des principales règles ou dispositions de chaque SAGE concerné. Par exemple pour le SAGE des nappes du Roussillon il s'agit principalement de rappeler que les nouvelles carrières sont interdites en ZS, et les extensions de carrières interdites en ZS de catégorie 1. Un renvoi vers chaque SAGE pour les prescriptions plus détaillées peut être nécessaire pour éviter d'alourdir le document du SRC.



Après analyse du SRC et de sa compatibilité avec le SAGE des nappes du Roussillon, le bureau de la CLE estime que les préconisations du SAGE, plus restrictives que le SRC, n'ont pas été suffisamment intégrées au SRC. En synthèse, le bureau de CLE émet un avis **favorable** à ce projet, **sous réserve de la prise en compte des demandes suivantes** :

- La cartographie des zones à enjeu « eau » doit être précisée à niveau qui permette de se prononcer lors d'un éventuel dépôt de dossier, soit par la réalisation de cartes à une échelle plus précise (1/100 000<sup>e</sup> par ex), soit par la mise à disposition de couches cartographiques consultables sous SIG. La cartographie des zones de sauvegarde du SAGE des nappes du Roussillon doit être intégrée à ces zones à enjeu eau.
- Les zones de sauvegarde (ZS) du SAGE des nappes du Roussillon doivent être classées dans l'ensemble des documents du SRC dans les « enjeux de niveau 1 » pour les ZS de catégorie 1 du SAGE et dans les « enjeux de niveau 2 » pour les ZS de catégorie 2 du SAGE.
- Une mesure doit être ajoutée, pour toute création ou extension d'une carrière, concernant la protection des zones de sauvegarde pour l'alimentation en eau potable. Elle consistera à rappeler les règles et disposition des SAGE concernés et à imposer leur prise en compte. Cette règle doit explicitement faire référence aux règles et dispositions des SAGE concernés, c'est-à-dire pour le SAGE des nappes du Roussillon : interdiction de toute nouvelle carrière dans toutes les zones de sauvegarde, extension de carrière existante autorisée en zone de sauvegarde de catégorie 2 uniquement. Le SRC peut ensuite renvoyer vers le SAGE pour le détail des prescriptions.

Veuillez croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de ma considération distinguée.

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION LOCALE DE L'EAU

ROBERT VILA

